SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 15 JUIN 1836.

Rapport fait par M. De Haussy, au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition relative au Duel.

MESSIEURS,

La Commission que vous avez nommée pour l'examen du Projet de loi qui vous a été présenté par M. le Baron De Pélichy, le 21 septembre 1835, m'a confié la tâche honorable, mais délicate et difficile, de vous présenter son Rapport, et de vous faire connaître le résultat de ses délibérations.

Votre Commission ne peut, Messieurs, que rendre hommage aux vues philanthropiques, aux intentions généreuses, qui ont dirigé l'honorable auteur de la proposition. Ancien militaire, il a pour lui l'expérience d'une longue carrière; il a pu mieux que personne se convaincre de la barbarie d'un préjugé odieux et effrayant pour les familles; homme d'action et d'honneur, il a donné assez de preuves de son courage personnel pour qu'on ne puisse lui supposer d'autres motifs que l'amour de l'humanité et le désir de doter son pays d'une loi éminemment utile et morale.

Votre Commission, Messieurs, n'a pu se dissimuler cependant l'immensité de la tâche qui lui était imposée; le législateur ne peut pas se laisser aller facilement à l'entraînement d'une pensée généreuse; si la justice et la morale sont le fondement de toute bonne législation, il ne suffit pas que quelque chose soit juste et moral pour qu'on doive l'introduire dans les lois; d'autres considérations puissantes doivent peser encore dans la balance: il faut rechercher si les mœurs, les habitudes, les préjugés même des nations ne repousseront pas les mesures que l'on veut revêtir de la sanction légale; il faut examiner si la loi sera praticable, si l'exécution en sera possible; si enfin on peut espérer qu'elle produira les effets que l'on doit en attendre dans l'intérêt de l'humanité, qui doit être le but de tout législateur qui comprend sa bienfaisante et sublime mission.

Toutes ces considérations ont fixé tour à tour l'attention des membres de votre Commission, et sont sans doute de nature à justifier l'hésitation et la crainte qui les dominent aujourd'hui encore lorsqu'ils viennent, par mon organe, vous soumettre le résultat de leurs méditations.

En effet, il suffit d'aborder, même sans l'approfondir, l'importante matière qui nous a été soumise, pour être effrayé des difficultés dont elle est entourée et de la gravité des questions qu'elle présente à résoudre. Nos lois pénales actuelles suffisent-elles pour la répression du duel et des attentats qui en résultent, ou bien ces lois sont-elles impuissantes et y a-t-il lacune à cet égard dans notre législation? Si cette lacune existe, est-il nécessaire de la combler,

faut-il le faire par une loi spéciale, ou bien attendrons-nous la révision du code pénal qui nous régit pour réparer cet oubli du législateur? Enfin, si la nécessité de cette loi spéciale est démontrée, sur quels principes, sur quelles bases faut-il l'établir; punira-t-on le duel et la simple provocation au duel même en l'absence de tout résultat funeste, ou bien la criminalité de l'acte ne sera-t-elle reconnue que d'après ses conséquences; les témoins seront-ils considérés comme complices; seront-ils même passibles d'une peine quelconque; enfin quelle est la nature des peines qui peuvent être comminées; comment doivent-elles être proportionnées à la gravité du délit; dans quels cas y aura-t-il lieu de les réduire, et quelle sera la juridiction à laquelle sera confié le pouvoir d'appliquer ces peines et de faire exécuter la loi?

Ces questions et une foule d'autres encore ont été successivement examinées par votre Commission, qui a essayé de les résoudre dans le nouveau projet qu'elle soumet au Sénat à la suite de ce rapport. Je m'empresse d'ajouter que l'honorable M^r De Pélichy, qui a été appelé dans le sein de la Commission conformément à l'art. 51 de votre règlement, s'est rallié à ce nouveau projet, satisfait d'avoir appelé l'attention de cette assemblée sur cette importante matière et acquiesçant à l'avance à toutes les améliorations qui pourraient être apportées au projet que d'abord il avait conçu.

Sans faire ici l'histoire du duel, sans le présenter dans les phases nombreuses qu'il a parcourues et qui se sont modifiées suivant les mœurs, les préjugés et la législation particulière de chaque nation, sans nous livrer enfin à des recherches d'érudition trop étendues pour entrer dans le cadre de ce rapport, nous croyons devoir remonter à son origine et vous présenter succinctement quelques considérations historiques qui nous ont paru nécessaires pour éclairer la route que nous devons parcourir et pour faciliter l'intelligence des questions que nous avons à résoudre.

Le duel était inconnu chez les peuples anciens; les nations les plus belliqueuses, entre autres les Grecs et les Romains, en ignorèrent l'usage et surent toujours se préserver d'un préjugé si invétéré chez les nations modernes et civilisées. « César, dit Voltaire, rapporte dans ses Commentaires que deux de ses » Centurions toujours jaloux et toujours ennemis l'un de l'autre, vidèrent leur » querelle par un défi; mais ce défi était de montrer qui des deux ferait les » plus belles actions dans la bataille: l'un après avoir renversé un grand » nombre d'ennemis, étant blessé et terrassé à son tour, fut secouru par son » rival. » C'étaient là les duels des Romains.

L'usage du duel ne s'est introduit dans les Gaules qu'après l'envahissement de son territoire par les peuples de la Germanie, il fut même consacré par un grand nombre de lois anciennes, qui le permirent et l'ordonnèrent même dans certaines circonstances sous le nom de *combat judiciaire*, ou sous le titre fastueux de *jugement de Dieu*. Triste résultat de la superstition et de l'ignorance des peuples qui supposaient que la justice devait être la compagne de la force, et que Dieu accordait toujours la victoire à celui qui avait le meilleur droit.

Cet usage monstrueux réduit en principe, mais régularisé et limité par la législation de ces anciens tems, eût toutefois sa jurisprudence particulière qui tempérerait jusqu'à un certain point, par la rigueur des règles et par la prudence de l'exécution, les excès et les trop grands abus qui auraient pu en résulter.

Nous croyons inutile d'entrer ici dans de plus grands détails sur l'exercice de cette étrange jurisprudence; mais un point qu'il importe de constater à cause de l'influence qu'il peut avoir sur la solution de la question relative à l'état de la législation actuelle, c'est que l'usage des combats judiciaires n'était nullement restreint aux nobles et aux gens portant l'épée, mais qu'il s'étendait aussi aux vilains: de sorte que, comme le dit Montesquieu, les gages de bataille étaient reçus non seulement entre deux personnes appartenant à la classe des vilains, mais même entre un noble et un vilain. Cependant les réglemens

de cette époque établissaient dans ce cas quelques différences quant à la nature des armes et aux formes du combat.

Louis IX fut le premier des rois de France qui abolit le combat judiciaire, en lui substituant par *ses établissemens*, publiés en 1260, les preuves écrites ou testimoniales; mais, soit à cause de la résistance intéressée de ceux qui profitaient de cet abus, soit que l'autorité de ce monarque ne fût pas assez reconnue, on sait que cette coutume barbare survécut aux défenses qu'il avait portées et qui ne furent qu'imparfaitement observées.

Philippe-le-Bel renouvela les défenses faites par St.-Louis; mais il fut bientôt forcé de céder aux nécessités et à la force du préjugé de cette époque, en rétablissant l'usage du combat judiciaire, quoiqu'en l'entourant de cérémonies et de formalités nombreuses qui devaient le rendre moins fréquent. Tel fut l'objet de l'édit que ce prince rendit en 1306 sur les duels et gages de bataille, et du mandement de l'année suivante qui autorise le parlement à ordonner le duel judiciaire.

Nous croyons inutile d'indiquer ici une foule d'édits, de lettres et ordonnances, émanés de plusieurs rois de France, qui se sont succédés depuis Philippe-le-Bel, jusqu'à Henri IV, le premier qui ait proscrit d'une manière presque absolue le combat judiciaire, et prononcé la peine de mort contre ceux qui chercheraient à se faire justice par le duel; quoiqu'il fut permis encore, pour cause d'outrages très graves, de demander le combat aux connétables, maréchaux et autres fonctionnaires préposés à cet effet, et qui pouvaient l'autoriser. Il suffit de jeter les yeux sur tous ces monumens de l'ancienne législation française pour être convaincu que le combat judiciaire avait lieu entre les roturiers, comme entre les nobles et les gens de guerre, et *qu'appeler de gage de bataille*, suivant le langage de cette époque, était le droit commun de la France.

Henri IV, par l'édit de 1609, Louis XIII, par celui de 1626, établirent des peines rigoureuses contre les duels volontaires que la vengeance ou le faux point d'honneur faisaient naître chaque jour et qui avaient remplacé les combats judiciaires. Louis XIV sévit contre les duels avec une volonté plus prononcée encore, et ses édits de 1643, de 1646 et surtout celui de 1679, forment en quelque sorte un Code complet sur cette matière. Plus tard, en 1723, cette législation fut étendue encore par l'édit de Louis XV qui avait, ainsi que Louis XIV prêté à son avènement au trône, le serment de ne jamais accorder aucune grâce pour les peines qui seraient prononcées pour faits de duel.

Nous croyons devoir observer encore que tous ces édits, soit dans leurs préambules, soit dans leurs dispositions, sont conçus dans des termes tellement généraux qu'ils s'appliquent évidemment à tous les sujets du Roi, c'est-à-dire, aux citoyens de toutes les classes, sans distinction entre la noblesse, les gens de guerre et le tiers état; si quelques-uns de ces édits semblent avoir été rendus dans l'intérêt de la noblesse dont l'importance et la position élevée appelaient toute la sollicitude des souverains, c'est que les duels avaient lieu principalement parmi cette classe privilégiée. Voilà pourquoi c'était à elle surtout que les souverains s'adressaient dans les préambules de leurs édits; mais les dispositions de ces édits (à l'exception de celles qui créaient une juridiction spéciale pour le jugement entre gentilshommes, des différends sur le point d'honneur, et de celles qui établissaient certaines peines applicables seulement soit aux nobles soit aux roturiers), ne s'appliquaient pas moins à *tous leurs sujets*, et pour qu'il ne pût rester de doute à cet égard, on avait soin d'ajouter : *de quelque qualité ou condition qu'ils puissent être*.

Telle fut la législation qui régît la France jusqu'en 1791, époque où l'assemblée constituante s'occupa de la réforme des lois pénales et décréta le nouveau Code dont les dispositions ont généralement servi de base à celui de 1810.

A cette époque la législation des provinces Belges sur le duel était à peu près semblable à celle de la France. Le placard des Archiducs Albert et Isabelle, pu-

blié dans les Pays-Bas Autrichiens, le 27 février 1610, et confirmé presque en entier par celui de Philippe IV du 14 mars 1636, formait le droit commun des Pays-Bas Autrichiens, où il a été publié presque en même tems que l'édit pénal d'Henri IV sur le duel paraissait en France. Ce placard qui punissait les duellistes du dernier supplice et de la confiscation des biens, établissait aussi une espèce de juridiction du point d'honneur présidée par le capitaine-général des Pays-Bas ou par les Gouverneurs des provinces, et devant laquelle les offensés pouvaient obtenir satisfaction de leur honneur et réparation des outrages qui leur avaient été faits. Dans le pays de Liège où ce placard n'avait point force de loi, les duellistes, comme l'apprend Sohét dans ses *Institutes de droit*, livre 5, titre II, Nos 20 et 21, étaient punis conformément aux dispositions du concile de Trente, c'est-à-dire qu'ils encouraient, outre la peine de mort, la confiscation des biens, l'excommunication avec note d'infamie, et la privation de la sépulture ecclésiastique pour ceux qui avaient péri dans le combat.

Il serait trop long d'entrer ici dans des détails sur la législation pénale des autres pays en matière de duels, il nous suffira de dire que presque partout cette législation est excessivement rigoureuse. Nous citerons seulement l'Angleterre et les Etats-Unis d'Amérique, parce que ces deux nations sont celles qui possèdent les institutions politiques qui se rapprochent le plus des nôtres et de celles de la France. En Angleterre, comme l'apprend Blackstone, tome 5, page 545, les duellistes qui ont donné la mort à leurs adversaires sont considérés comme meurtriers et punissables comme tels, ainsi que leurs seconds.

Il en est de même dans la plupart des provinces des Etats-Unis où le duel suivi de mort est puni de la peine capitale et dans quelques unes de la dissection obligée du cadavre du meurtrier, ce qui est une note d'infamie, d'après le préjugé qui existe dans ces contrées. Partout aussi la proposition et l'acceptation du duel y sont punies d'amende et d'autres peines très sévères.

Nous nous empressons de déclarer que cette législation exotique serait aujourd'hui un contre sens dans l'état de nos mœurs et de notre civilisation, et qu'il faudrait se hâter de purger nos lois de cette excessive et dangereuse sévérité, s'il était vrai qu'elles en fussent encore empreintes.

Ces considérations ont amené votre Commission à rechercher d'abord quel est l'état actuel de la législation sur la matière du duel.

Nous avons vu que la réforme des lois pénales en France avait été opérée par la publication du Code Pénal du 25 septembre 1791, qui a été publié dans les provinces Belges le 24 frimaire an IV. Le dernier article de ce code abroge toutes les dispositions des lois pénales antérieures, en déclarant que l'accusé doit être acquitté s'il s'agissait d'un fait qui est qualifié crime par la législation existante, mais qui ne l'est pas par ce nouveau Code; or, ce Code n'a point rangé le duel parmi les crimes ou les délits; il n'en a pas même prononcé le nom; il a gardé un silence absolu sur cette matière qui avait excité toute la sollicitude des anciens Rois et qui avait été l'objet d'édits nombreux et solennels.

Votre Commission a pensé, Messieurs, qu'en raison et en bonne logique, on ne pouvait tirer d'autre conséquence de ce silence du législateur, si ce n'est qu'il a voulu non pas proclamer d'une manière expresse l'impunité du duel ni reconnaître qu'il fût autorisé par la morale et par la raison, mais s'abstenir au moins provisoirement de l'atteindre par la législation pénale, soit que l'assemblée constituante fût convaincue qu'une bonne législation sur cette matière fût impossible ou pût être impuissante et même dangereuse, soit qu'elle voulût attendre de l'expérience et de l'action du tems et des mœurs les ressources qui pouvaient lui manquer alors, pour protéger l'ordre social contre un abus que la législation rigoureuse de plusieurs siècles, n'avait pu ni extirper ni détruire.

Cette conclusion, Messieurs, n'est d'ailleurs que la conséquence naturelle de ce principe sacré du droit criminel que les lois pénales sont essentiellement restrictives, qu'elles ne peuvent se suppléer, et que le juge qui n'a d'autorité

et de mission que par la volonté de la loi, ne peut créer par induction des crimes ou des délits qui n'ont été ni prévus ni définis par la loi.

Quelques doutes cependant pouvaient s'élever encore à cause de la généralité des termes de l'article du Code pénal de 1791 qui déclare punissable *tout homicide commis volontairement envers quelques personnes avec quelques armes, instrumens et par quelques moyens que ce soit* ; mais cet article se réfère aux suivans pour l'application des peines, et il résulte clairement de la combinaison de ces articles qu'ils ne peuvent s'appliquer qu'à l'assassinat, au meurtre et aux autres espèces d'homicides déjà définis et punis par la législation antérieure, mais nullement aux faits de duel avec lesquels ils n'ont réellement aucune espèce d'analogie ou de ressemblance.

D'ailleurs tous ces doutes doivent disparaître devant deux actes législatifs qui viennent jeter la plus grande lumière sur cette question.

Le premier est un décret de l'Assemblée Nationale du 17 septembre 1792, qui déclare éteints et abolis tous procès et jugemens contre les citoyens depuis le 14 juillet 1789, sous prétexte de provocation au duel. Or, ce décret qui ne pouvait s'appliquer qu'aux procès et jugemens antérieurs à la promulgation du Code pénal de 1791, vient expliquer la pensée du législateur qui a voulu étendre rétroactivement jusqu'à l'origine de la révolution française le bénéfice d'une législation suivant laquelle le duel devait rester impuni.

Le second est un décret de la Convention Nationale du 29 messidor an II, qui, statuant sur un référé d'un tribunal criminel, ordonne le renvoi à la commission du recensement et de la rédaction complète des lois *pour examiner et proposer les moyens d'empêcher les duels, et les peines à infliger à ceux qui s'en rendraient coupables*, ce qui prouve clairement sans doute que dans l'opinion du législateur, ni le duel ni ses conséquences n'étaient atteints par le Code pénal de 1791.

Au surplus, il ne paraît pas que cette Commission se soit jamais occupée de cet objet, et le duel resta impuni comme un fait non prévu par les lois pénales.

Il est vrai qu'un avis du Ministre de la Justice de France du 13 prairial an IX, porte que si le duel ne peut donner lieu à des poursuites judiciaires lorsqu'il n'a été suivi d'aucune blessure, contusion ou meurtre, il est certain que dans le cas contraire, ces voies de fait rentrent dans la classe de toutes celles de la même nature qu'ont prévues les lois pénales et que doivent poursuivre les tribunaux.

Mais l'opinion isolée de ce fonctionnaire ne peut rien contre l'abrogation des anciennes lois répressives du duel et contre le silence de la nouvelle législation ; aussi cet avis du Ministre de la Justice n'a-t-il jamais été observé, et il serait impossible de citer une seule poursuite faite contre le duel sous l'empire du code pénal de 1791, c'est-à-dire pendant un intervalle de près de 20 années.

Le législateur de 1810 a gardé le même silence sur cette matière ; il distingue l'homicide volontaire en deux espèces : l'homicide simple, qu'il qualifie de meurtre, et l'homicide prémédité qu'il qualifie d'assassinat ; mais le mot de duel n'est pas même prononcé dans aucune disposition de ce code, et toutes celles qui s'appliquent au meurtre et à l'assassinat, repoussent l'idée que le législateur ait voulu les étendre ou les appliquer tacitement aux suites et aux conséquences du duel ; la seule conséquence que l'on puisse tirer de ce silence réitéré du législateur, c'est que le duel n'a pas été prévu par le code pénal de 1810 ; c'est qu'il n'est pas plus un crime aujourd'hui aux yeux de la loi qu'il ne l'était sous l'empire du code de 1791.

Il n'y aurait, sans doute, comme l'a dit M. Mourre, procureur général près la Cour de Cassation de France, qu'un seul sentiment sur ce point, si on n'avait découvert l'opinion consignée dans le rapport que M. Monseignat, membre du corps législatif de France, fit au nom de la Commission de législation de ce corps sur la partie du code pénal de 1810, qui traite de l'homicide.

Sans doute cette opinion formulée avec éloquence et énergie indique claire-

ment que M^r Monseignat pensait que les dispositions du code pénal sur l'homicide et les blessures, s'appliquaient aux conséquences du duel, et qu'il aurait fallu les comprendre dans la généralité des dispositions de ce code ; mais, comme le dit M^r Merlin, ce n'était là que l'opinion individuelle de M^r Monseignat, et tout au plus celle de la Commission dont il faisait partie, et il ne s'en suit nullement de cette opinion officiellement manifestée que la lacune que la loi offre ait été remplie, et qu'on puisse y suppléer ce qui n'y existe pas.

D'ailleurs M^r Merlin, qui était membre du Conseil d'État et du Comité de législation de ce corps, déclare de la manière la plus expresse qu'il y a eu, après la présentation du Projet de code pénal, plusieurs conférences entre le Comité dont il faisait partie et la Commission du corps législatif, qu'il a assisté à toutes, et qu'il n'a été question du duel dans aucune ; il va plus loin encore car il déclare que la Commission de législation dit dans son rapport précisément le contraire de ce qui avait été arrêté verbalement entre les membres du Comité de législation du Conseil d'État qui concourait aussi à la formation de la loi ; car, dit-il, *ils avaient bien comme elle pensé au duel, mais en y pensant ils avaient cru devoir imiter à cet égard le silence de l'assemblée constituante.*

Voilà certes, une autorité aussi imposante, aussi officielle que celle de M. Monseignat, puisqu'elle émane, non seulement du premier jurisconsulte de France, mais encore d'un membre du Conseil d'État, qui a concouru plus activement que tout autre à construire l'édifice de notre moderne législation.

Nous ajouterons que l'opinion de M. Monseignat n'a jamais prévalu dans la jurisprudence française, et que si depuis la promulgation du Code pénal de 1810, quelques Cours royales ont pensé que les conséquences du duel tombaient sous l'application des dispositions générales de ce Code sur l'homicide et les blessures, la Cour de cassation a constamment réformé ce système et annulé les arrêts qui lui étaient dénoncés. Nous pourrions citer 10 ou 12 arrêts de cette Cour qui ont fixé cette jurisprudence de la manière la plus solennelle et surtout celui qu'elle a rendu, sections réunies, sur les conclusions conformes de M. Mourre, et sous la présidence de M. de Peyronnet, garde des sceaux, le 4 décembre 1824, dans l'affaire du Sieur Harty de Pierre Bourg, qui avait tué en duel le Sieur Beaupoil de St.-Aulaire.

La Chambre des Pairs de France, constituée en Cour de Justice dans l'affaire de la Comtesse de St.-Morys contre le Duc de Mouchy, a jugé également que le duel ne constituait ni peine ni délit.

Enfin, en 1829, le Gouvernement présenta à la Chambre des Pairs un projet qui avait pour objet de faire rentrer le duel sous l'application des dispositions générales du Code pénal, sauf à constater l'existence des faits d'excuse et des circonstances atténuantes, et dans ce cas, à modifier les peines ; mais ce projet qui fut discuté et amendé par la Chambre des Pairs, et qui n'eut point d'autre suite, probablement à cause des événemens politiques de cette époque, n'en démontre pas moins que le principe de l'impunité du duel, sous le régime du Code pénal de 1810, était reconnu tout à la fois par la Cour suprême, par la législature et par le Gouvernement français (*).

En Belgique, il s'en faut de beaucoup que la jurisprudence soit fixée d'une manière aussi certaine qu'elle l'est aujourd'hui en France, quoique les deux pays soient à cet égard, sous l'empire d'une même législation. Depuis la séparation de ce pays d'avec la France en 1814, plusieurs arrêts des Tribunaux correctionnels, des Cours d'Assises, des Conseils de Guerre, et même un arrêt de la Cour de Cassation de Bruxelles du 3 juillet 1817, avaient jugé que si le Code Pénal ne contenait aucune disposition contre la provocation au duel, il n'en était pas de même des suites auxquelles cette provocation avait donné lieu et

(*) Un fait remarquable encore, c'est que lors de l'examen, dans les sections de la seconde Chambre des Etats-Généraux des Pays-Bas, du projet de Code pénal qui y fut présenté en 1827, il ne se trouva que six membres qui furent d'avis que les dispositions du Code relatives au meurtre et aux blessures pouvaient s'appliquer au duel et suffisaient pour le réprimer.

qui rentraient dans les dispositions générales de ce Code. Toutefois les divers jugemens ou arrêts qui furent rendus contre les duellistes, ne prononcèrent que des peines extrêmement mitigées.

Depuis la révolution de 1830, beaucoup de duels restèrent impoursuivis en Belgique, et lorsque les officiers du Ministère public, pour mettre un terme aux abus déplorablement qui résultaient de cette impunité, voulurent diriger des poursuites, la plupart de nos tribunaux et la Cour de Bruxelles elle-même, par son arrêt du 7 mai 1831, revenant aux principes de la jurisprudence française, reconnurent et jugèrent que depuis le Code Pénal de 1791 comme sous celui de 1810, le duel avait été considéré par le législateur lui-même comme un crime d'une nature particulière non prévu par les dispositions de ces Codes.

Quatre années s'étaient écoulées, et cet arrêt paraissait avoir fixé la jurisprudence et fait cesser presque généralement les poursuites contre les duellistes, lorsque M. le Ministre de la justice, interpellé dans cette enceinte par l'honorable auteur de la proposition que nous examinons sur l'inaction du Gouvernement, au milieu des déplorable événements qui se renouvelaient à chaque instant et qui portaient le deuil au sein des familles, émit l'opinion que la législation actuelle suffisait pour la répression des suites et des conséquences du duel, quoiqu'elle n'atteignît, ni la provocation, ni le duel considéré indépendamment de ses résultats. En conséquence, M. le Ministre chargea M. le Procureur général près la Cour de Cassation, de requérir, dans l'intérêt de la loi, la cassation de l'arrêt de la Cour supérieure de justice de Bruxelles du 7 mai 1831.

La Cour de Cassation de Belgique, entraînée par les conclusions d'un savant réquisitoire, par l'autorité de Monseigneur et peut-être aussi par le souvenir de l'ancienne jurisprudence de la Cour de Bruxelles, adopta ce système, et cassa par son arrêt du 12 février 1835 celui du 7 mai 1831, et décida ainsi que quoique le duel en lui-même ne soit plus qualifié crime ni délit par la loi, l'homicide ou les blessures qui en sont la suite sont punissables aux termes des dispositions du Code Pénal, répressives des attentats contre les personnes, alors même que le combat a eu lieu sans déloyauté ni perfidie.

Cette Cour a encore rendu un arrêt semblable le 11 juin suivant.

Mais ces arrêts sont loin d'avoir fixé la jurisprudence : plusieurs tribunaux correctionnels, plusieurs Cours d'Assises, d'après les verdicts du jury, et surtout les conseils de guerre et la haute Cour Militaire, persistent à consacrer le système contraire, et prononcent fréquemment des arrêts d'acquiescement. Nous citerons entre autres l'arrêt rendu par la haute Cour Militaire le 19 mai 1835, dans l'affaire du nommé Cortjens, non seulement parce que cet arrêt est motivé avec beaucoup de force et de lucidité, mais encore parce qu'il a été rendu après de longues et lumineuses plaidoiries contradictoires entre l'honorable magistrat qui est à la tête du parquet de cette Cour et l'un des avocats les plus distingués du barreau de Bruxelles.

D'abord incertaine au milieu d'autorités si contradictoires, mais également imposantes, ce n'est qu'après un examen approfondi de cette question importante et difficile que votre Commission a adopté à l'unanimité l'opinion que notre législation pénale actuelle n'est applicable ni au duel ni à ses conséquences ; et il a fallu sans doute qu'elle fut dominée par le sentiment d'une conviction bien profonde, pour oser embrasser une opinion contraire à celle consacrée par deux arrêts d'une Cour qui compte dans son sein tant de célèbres et savans magistrats.

Mais votre Commission a pensé, Messieurs, qu'elle ne pouvait se dispenser de se prononcer sur cette question qui lui a paru essentielle et préliminaire, parce que si la législation actuelle est impuissante pour réprimer le duel et pour en punir les conséquences, il importe de constater cette lacune pour rechercher ensuite s'il est nécessaire de la remplir; si au contraire il était reconnu que cette législation est applicable, alors même que le combat a eu lieu sans déloyauté ni perfidie, il importe d'examiner si elle doit être maintenue, si elle

ne conduit pas dans son application à d'absurdes conséquences et surtout si elle est encore en harmonie avec nos mœurs et les besoins de notre civilisation.

Une autre observation est résultée de l'examen auquel votre Commission s'est livrée, c'est qu'il existe réellement une malheureuse dissidence non-seulement entre la Cour de cassation et la haute Cour militaire, mais encore entre cette Cour et d'autres Cours et tribunaux du royaume sur l'un des points les plus importants de notre législation criminelle; et si l'on peut espérer qu'en persistant dans la doctrine de ses arrêts la Cour de cassation finira par rallier à l'unité de sa jurisprudence toutes les Cours et tribunaux de son ressort, il ne peut en être de même des arrêts des conseils de guerre et de la haute Cour militaire dont le bénéfice est toujours irrévocablement acquis aux accusés et qui ne peuvent être déférés à la Cour de cassation que dans l'intérêt de la loi.

Or, s'il est une vérité constante, c'est qu'il n'y a rien de plus déplorable que cette contrariété de décisions judiciaires; rien n'est plus propre à jeter de la déconsidération sur la magistrature et à exciter le peuple au mépris de la justice et de la loi qui lui apparaissent dépouillées de ce caractère d'impartialité et d'unité qui est leur principal prestige et qui garantit son respect et son obéissance.

Votre Commission a donc pensé que cette scission entre les principaux organes de la justice du pays était par elle seule un fait assez grave pour que la législature dût intervenir et y mettre un terme le plus tôt possible, quelle que fût d'ailleurs l'opinion que l'on adoptât sur la question qui divise les jurisconsultes et les magistrats.

D'ailleurs les tribunaux dissidens sollicitent eux-mêmes cette intervention de la législature; ils sont unanimes pour déplorer les tristes conséquences de la manie du duel et d'un préjugé condamné par la religion et par la morale; seulement ceux qui reconnaissent que la législation actuelle est impuissante et désarmée pour les punir, soutiennent, conséquemment dans leur système, qu'il appartient au législateur lui seul de combler cette lacune; ceux qui pensent au contraire que notre Code pénal atteint par la généralité de ses dispositions les résultats du duel, reconnaissent encore que c'est au législateur à modifier les lois en vigueur, si elles sont trop sévères ou injustes dans leurs applications.

Votre Commission, Messieurs, n'a pas hésité à reconnaître qu'il était du devoir de la législature de répondre à cet appel des tribunaux, et de satisfaire dans l'intérêt de la moralité publique à l'un des besoins les plus pressans du pays.

Mais ici de nouvelles difficultés se présentaient à résoudre, car, après avoir constaté la nécessité d'intervenir pour établir l'unité de la législation et la fixité de la jurisprudence, votre Commission a dû examiner si le duel devait être prévu et puni par nos lois pénales, s'il devait faire l'objet d'une loi particulière, ou bien s'il suffisait de punir seulement l'homicide ou les blessures qui en sont la suite, en appliquant à ceux qui les auraient infligées les dispositions ordinaires du Code Pénal.

Votre Commission n'a pas hésité à reconnaître que le duel ne peut rester impuni; condamné par tous les philosophes, par tous les moralistes, ceux-là mêmes qui ont désespéré de l'efficacité des lois pour en affranchir la civilisation, ont reconnu que le duel était un attentat à la morale publique, une offense à la religion, une attaque contre l'ordre social, enfin un préjugé sanguinaire qui dégrade notre civilisation et semble démentir la douceur de nos mœurs. Or, ne serait-ce pas une tache dans la législation d'un peuple moral et religieux comme le peuple Belge que la tolérance ou l'approbation tacite d'une coutume barbare fondée, comme le dit J. J. Rousseau, dans son contrat social, sur *cette opinion extravagante, que tous les devoirs de la société sont suppléés par la bravoure; qu'un homme n'est plus fourbe, fripon, calomniateur;*

qu'il est civil, humain, poli quand il sait se battre ; que le mensonge se change en vérité, que le vol devient légitime, la perfidie honnête, l'infidélité louable, si-tôt qu'on soutient tout cela le fer à la main, qu'un affront est toujours bien réparé par un coup d'épée, et qu'on n'a jamais tort avec un homme pourvu qu'on le tue.

Ainsi le duel doit être prévu et puni par nos lois pénales; mais votre Commission a pensé, avec la plupart des auteurs modernes, que cette matière devait être régie par une loi particulière. Le duel, en effet, comme on l'a dit, est un composé d'éléments spéciaux, un acte *sui generis* qui n'a aucune analogie avec les crimes et les délits ordinaires : les circonstances particulières qui le précèdent et qui l'accompagnent, la convention antérieure entre les combattans, leur intention commune, la réciprocité et la simultanéité de l'attaque et de la défense, tout cela donne à cet attentat un caractère qui lui est propre et démontre clairement la nécessité d'en faire l'objet d'une loi spéciale en dehors de notre code pénal.

Ajoutons à cela, avec notre savant professeur Haus, qui enseigne cette opinion, que cette loi ne sera probablement qu'une loi d'essai, qu'elle ne sera, par la nature même des choses, qu'une loi variable et imparfaite; qu'elle devra nécessairement subir, après quelques années d'existence, les modifications commandées par l'expérience et qu'il y aurait un inconvénient grave à lui imprimer dès son origine et par son incorporation au code un caractère de stabilité qui empêcherait toutes les améliorations successives dont elle aura besoin.

Mais une vérité qui ressort déjà des principes que nous venons d'établir, c'est qu'il ne conviendrait nullement d'appliquer aux conséquences du duel, c'est-à-dire à l'homicide ou aux blessures qui ont été le résultat des chances réciproques d'un combat régulier sans déloyauté et sans perfidie, les dispositions ordinaires du code pénal sur le meurtre, sur l'assassinat ou sur les blessures volontairement infligées.

En effet, il n'y a aucune analogie, aucune assimilation possible entre le duel et l'homicide, que nos lois pénales punissent des peines les plus rigoureuses; le meurtrier frappe sa victime à l'improviste dans le premier emportement de la vengeance et de la colère, l'assassin la surprend sans défense, la sacrifie lâchement dans l'ombre, le duelliste au contraire combat au grand jour, en présence de témoins, il n'attaque son adversaire que lorsque celui-ci est en défense, il expose sa vie pour avoir la sienne, le combat est soumis à des règles certaines, il a lieu sans fraude et sans surprise, il est le résultat d'une convention réciproque et volontaire, comment donc serait-il possible de confondre deux actions aussi différentes, dont l'une suppose la perversité la plus profonde, la déloyauté la plus noire, tandis que l'autre, quoiqu'inhumaine et anti-sociale, est dictée par un sentiment exagéré de l'honneur qui l'excuse souvent aux yeux de l'opinion publique, et qui a rendu jusqu'ici à-peu-près inefficaces toutes les lois qui ont été faites pour la réprimer.

Ce serait d'ailleurs méconnaître les principes les plus simples du droit criminel que d'isoler du duel les résultats qu'il produit et de caractériser le crime, non par la volonté, non par les circonstances qui l'ont précédé, mais par les seuls faits matériels qui en ont été la conséquence; si on punit le duelliste lorsqu'il aura donné la mort ou infligé des blessures, c'est que le duel en lui-même est un fait criminel, dès lors il est impossible de ne pas remonter aux éléments de ce fait et à l'intention qui l'a fait commettre; partout où l'on reconnaît l'existence d'un crime, il faut, pour être conséquent, admettre aussi toutes les circonstances accessoires qui peuvent le caractériser et le produire; ainsi il faut admettre la provocation, la tentative, le commencement d'exécution, la complicité, la préméditation, la récidive avec toutes les conséquences qui y sont attachées par nos lois pénales; or, que ceux qui veulent appliquer aux duellistes les peines du Code pénal, sur l'homicide et les blessures volontaires, disent, s'ils oseraient appliquer les mêmes peines à celui qui aura provoqué au

duel, à celui qui, après avoir commencé le combat, n'aura été empêché de le continuer que par des circonstances fortuites ou indépendantes de sa volonté, ou enfin, au témoin du duel qui aurait, par exemple, procuré les armes dont se seront servi les combattans ?

Il est impossible, sans doute, que les partisans de ce système ne reculent pas effrayés devant la portée de ces conséquences, et cependant elles sont exactes, elles sont rigoureuses, car ce serait non-seulement une bizarre anomalie, mais une étrange monstruosité dans un Code pénal qu'un fait qualifié crime par la loi, qui réputerait innocentes ou laisserait impunies la provocation, la tentative, la complicité de ce crime, tandis qu'elle n'atteindrait le coupable qu'en raison des résultats plus ou moins funestes du fait, sans égard à l'intention et au dessein criminel qui l'ont fait commettre.

Dira-t-on que les lois pénales ne seront point appliquées dans toute leur sévérité, qu'elles ne le seront au moins que dans des cas rares où le duelliste ne pourra invoquer en sa faveur des circonstances atténuantes, dira-t-on que le plus souvent le juge admettra, pour tempérer la peine, l'excuse résultant de la provocation, de la violence morale, de la force du préjugé, ou bien qu'il pourra considérer quelquefois l'homicide ou les blessures infligés en duel comme ayant été commandés par la nécessité de la légitime défense.

Mais ce serait là bouleverser toutes les notions du droit criminel, ce serait substituer l'arbitraire du juge à la volonté de la loi; pour que le meurtre et les blessures soient excusables comme ayant été provoqués par des violences graves, il faut que la mort ait été donnée, que les blessures aient été faites dans la première chaleur du ressentiment, et par l'effet d'un premier mouvement exclusif de toute réflexion; pour que la nécessité de la défense fasse disparaître la criminalité de l'acte, il faut aussi que cette défense soit instantanée, qu'elle ait pour objet de repousser une attaque soudaine et impétueuse; or, dans le duel tout est régulier, grave et solennel, il est très rare qu'il suive immédiatement l'injure; et alors même qu'il a lieu aussitôt, il est précédé d'une convention qui en règle les conditions et qui ne permet plus d'en attribuer les suites funestes aux effets d'un premier mouvement qui n'a pas permis à la réflexion d'agir et à la raison de faire entendre sa voix.

En voilà assez pour démontrer qu'il faut repousser ce système bizarre qui, sans prévoir le duel, sans le définir, ne l'atteindrait que dans ses conséquences matérielles et laisserait impunis tous les faits qui le précèdent et qui y conduisent, tandis que la répression de ces faits est peut-être le seul moyen efficace de le prévenir. C'est donc sous l'influence de cette conviction profonde que votre Commission s'est occupée avec zèle de préparer la loi spéciale qu'elle a cru nécessaire et dont nous allons essayer de justifier les principales dispositions.

Nous vous entretiendrons d'abord de la nature des peines que le projet prononce pour les faits de duel, suivant la gravité de leurs résultats. Votre Commission a pensé unanimement que le duel ne pouvait être puni que de peines correctionnelles, c'est-à-dire de l'emprisonnement à tems dans un lieu de correction, de l'amende et de la privation de certains droits civils, civils et de famille; elle a même pensé que le meilleur moyen d'assurer l'exécution de la loi était de ne comminer que des peines modérées, et surtout de laisser aux tribunaux une grande latitude pour adoucir ou aggraver ces peines, suivant les circonstances. Etablir contre le duel des peines infamantes, qui blessent l'honneur du coupable, ce serait agir contre le but qu'on se propose, ce serait même un contre-sens en législation que d'imprimer une flétrissure morale à celui qui ne s'est battu que par suite du prix qu'il attachait à l'honneur. Prononcer des peines afflictives trop rigoureuses, ce serait méconnaître les leçons de l'expérience qui n'a que trop démontré l'impuissance des lois plus sévères, ce serait aussi révolter l'opinion publique, qui dans ces sortes de délits incline toujours pour la douceur; vous le savez, Messieurs, pour

que les lois pénales soient bonnes et efficaces , il faut qu'elles soient d'accord avec l'opinion et les mœurs , il faut qu'il existe une juste proportion entre le délit et la peine. Le législateur qui méconnaît ces conditions s'expose à voir bientôt son œuvre abandonnée et repoussée ; le juge lui-même cherchera à en éluder les effets, et alors qu'il ne pourra se dispenser de prononcer et d'appliquer la loi , l'opinion publique condamnera ses arrêts , et réhabilitera ce qu'il aura voulu flétrir.

L'art. 1^{er} du projet définit le duel : *un combat régulier entre deux ou plusieurs personnes en présence de témoins , avec des armes meurtrières , et précédé d'une convention qui en règle le lieu , l'époque et le mode.*

Cette définition nous a paru nécessaire afin qu'on ne puisse assimiler au duel une foule de combats de toute espèce suscités par la colère et la vengeance, et qui ne sont soumis à aucune règle, tandis que dans le duel, et c'est là son caractère distinctif, c'est le préjugé, qui y attache la réparation de l'honneur offensé, qui met les armes aux mains des combattans.

Le mot *plusieurs* pourrait paraître superflu dans cette définition , puisque dans l'usage le duel est un combat singulier d'homme à homme ; mais nous avons cru devoir le maintenir, de crainte qu'on ne cherchât à éluder la loi en faisant intervenir des seconds qui prendraient une part simulée au combat, pour essayer de détourner des duellistes l'application de la peine, en abusant du principe que tout ce qui n'est pas défendu est permis, et qu'il n'existe de délits punissables que ceux qualifiés et définis par la loi.

Votre Commission a préféré aussi la désignation *d'armes meurtrières* à celle *d'armes à feu et d'armes blanches*, parce que quoique réellement celles-ci soient pour ainsi dire exclusivement employées, il ne serait pas impossible d'y substituer d'autres armes qui pourraient ne pas être comprises dans l'une de ces deux catégories.

Il importait aussi de définir ce qu'on entend par *témoins* du duel, puisque dans son acception générale, ce mot comprend tous ceux qui ont été spectateurs d'une action quelconque; le second paragraphe de l'article 1^{er} déclare donc que *ceux-là sont réputés témoins du duel, qui sont appelés ou choisis par les parties pour régler les conditions du combat et veiller à leur exécution.*

L'article 2 punit le cartel ou la simple provocation au duel d'un emprisonnement de un à trois mois et d'une amende de 100 à 500 francs.

Votre Commission a pensé que l'objet principal d'une loi sur le duel était moins encore de le réprimer que de le prévenir, et que ce but ne serait pas atteint, si la provocation restait impunie, puisque c'est elle qui amène toujours le combat.

Nous n'ignorons pas, qu'en règle générale, la simple provocation à commettre un crime ou un délit n'attire sur son auteur les peines de la complicité, qu'autant qu'elle a été suivie d'effet; mais ici une exception au droit commun est nécessaire à cause de la nature particulière du délit et pour prévenir les conséquences sanglantes qui ne résultent que trop souvent de la provocation. Cette nécessité a été reconnue par tous les législateurs qui ont cru devoir établir des lois répressives contre le duel; plusieurs même ont prononcé contre la seule provocation des peines tellement sévères, qu'on oserait aujourd'hui les appliquer à peine alors que le duel a eu les suites les plus funestes.

« La loi, dit le savant Mittermayer, doit regarder comme délit le cartel en » lui-même, et non uniquement tel ou tel résultat qu'aura produit le duel. » Qu'un homme en provoque un autre, il manifeste sa volonté de lier le pacte » de sang; que le provoqué accepte le défi, le pacte est conclu; si on prétend » que la paix publique n'est pas encore troublée, on n'envisage qu'une face de » la question, la loi doit extirper le mal dans sa racine, et le simple défi est » déjà un événement qui jette le trouble dans la famille et produit la plus » douloureuse situation. »

Mais n'est-il pas à craindre qu'on ne se trouve ici entre deux écueils, d'une

part ne serait-il pas dangereux de poursuivre trop précipitamment l'homme emporté, dont la parole imprudente ou légère aurait lancé le défi ; d'une autre part, celui qui voudra éluder la loi, n'évitera-t-il pas de faire une provocation publique, n'en fera-t-il pas l'objet d'une négociation mystérieuse qui ne se révélera que sur le terrain et au moment du combat ?

Nous répondrons que la pénalité proposée serait au contraire éminemment utile, si elle produisait l'effet de diminuer le nombre de ces provocations publiques, auxquelles une fausse honte et la force du préjugé obligent à répondre ; quant à celles qui n'auront pas ce caractère de publicité, et qui par cela même seront moins dangereuses, il n'est pas à craindre qu'on précipite les poursuites judiciaires contre un délit que le plus souvent il sera impossible de constater et d'atteindre.

Mais une objection plus grave peut être faite contre ce système, c'est que souvent le provocateur est moins coupable que le provoqué qui a excité sa vengeance en outrageant son honneur ; lorsqu'un homme honnête, paisible, est lâchement injurié, est-il juste de le punir d'une provocation arrachée à la susceptibilité de son honneur offensé et de laisser impuni l'auteur d'une insulte qu'il n'a pu supporter ? Votre Commission, Messieurs, a répondu à cette objection en insérant dans l'article 3 du Projet de loi une disposition qui permet d'appliquer les peines de la provocation à celui qui y aura donné lieu par une conduite injurieuse ou outrageante ; et si ce n'est point une illusion qu'elle se fait, elle aperçoit dans cette disposition la plus forte garantie de l'efficacité de la loi.

En effet, le principal but du duel, est d'obtenir la satisfaction de ces outrages qui appartiennent à l'ordre moral et pour la répression desquels nos lois pénales sont impuissantes ou n'offrent qu'une réparation insuffisante ; le meilleur moyen de le prévenir est donc de donner à l'offensé cette juste satisfaction et de faire disparaître ainsi le motif ou le droit qu'il pouvait se croire de venger lui-même son honneur ; tout le monde est d'accord que notre législation pénale sur les injures n'est pas assez protectrice de l'honneur, et que la peine de l'offense devrait être proportionnée à la gravité qu'elle emprunte de l'intention de l'offenseur et de la condition sociale de l'offensé ; les édits des anciens rois qui punissaient le duel d'une manière si rigoureuse, étaient rédigés dans cet esprit, puisqu'ils prononçaient des peines sévères contre ceux qui s'étaient permis des injures ou des outrages attentatoires à l'honneur ; la disposition que nous vous proposons, Messieurs, a donc pour objet de réparer cette lacune de nos lois répressives des injures et de faire ainsi tarir la source la plus féconde des vengeances personnelles ; le juge pourra apprécier dans son impartiale sagesse, si l'insulte a été assez grave pour entraîner la provocation, et si même dans ce cas il doit punir le provocateur pour rendre hommage à ce principe d'éternelle raison que personne ne peut se faire justice à soi-même ; il pourra au moins, suivant les circonstances, appliquer le maximum de la peine à l'offenseur et le minimum à l'offensé.

Enfin, Messieurs, il ne suffirait pas, pour faire une bonne législation préventive du duel, de punir la provocation et l'outrage qui y a donné lieu, il faut encore que la loi puisse atteindre de la même peine ceux qui publiquement auraient décrié la conduite de l'homme qui aurait refusé de répondre à l'appel du provocateur ou l'auraient injurié à l'occasion de ce refus. Tel est le but du second paragraphe de l'art. 3, et votre Commission en attend un effet d'autant plus salutaire, que trop souvent des querelles particulières ont été ensanglantées par la perfidie de lâches instigateurs, d'autant plus coupables que leur courage apparent est plus désintéressé, et qu'ils n'ont rien à redouter des suites funestes du combat qu'ils ont provoqué par des reproches publics ou par d'insolentes railleries.

L'art. 4 du projet s'applique au duel qui a été suivi d'un commencement d'exécution, c'est-à-dire dans lequel les combattans, ou l'un d'eux, ont fait

usage de leurs armes sans qu'il en soit résulté ni mort ni blessures; votre Commission a pensé qu'une peine légère, mais plus sévère cependant que celle de la provocation, devait être infligée, et qu'on ne pouvait mettre sur la même ligne ceux qui ne se seraient séparés qu'après avoir fait usage de leurs armes, et ceux qui se seraient réconciliés sur le terrain sans avoir commencé le combat; la peine sera donc dans ce cas de deux mois à un an d'emprisonnement et de 200 à 1000 francs d'amende.

Vainement objecterait-on qu'il n'y a point de partie lésée, et qu'aucun intérêt individuel n'est compromis; cette objection n'a quelque force qu'aux yeux de ceux qui veulent l'impunité du duel, ou qui soutiennent au moins que la loi ne doit l'atteindre et le punir que dans ses conséquences; mais dans l'opinion contraire que nous avons adoptée et démontrée tout-à-l'heure, le duel lui-même, considéré indépendamment de ses résultats, n'en est pas moins une action anti-sociale qui trouble la paix publique, et qui substitue la force brutale aux décisions de la justice et à la volonté de la loi; il faut donc remonter à l'origine du mal, il faut, pour l'extirper, attaquer dans son principe cette convention imposée par la violence, acceptée par la contrainte; il faut prévenir enfin cette grave atteinte à la liberté des citoyens, que la puissance seule du préjugé force à subir les chances d'un accord périlleux.

Les articles 5, 6 et 7 déterminent les peines qui devront être prononcées pour les blessures infligées en duel, et votre Commission a pensé que pour établir une gradation mieux nuancée, il fallait non seulement maintenir la distinction du Code pénal entre les blessures simples ou légères et les blessures graves, mais qu'il convenait même de diviser celles-ci en deux catégories, et de distinguer les blessures qui auraient occasioné une maladie ou une incapacité de travail personnel de plus de vingt jours, sans avoir d'autres résultats plus funestes, de celles qui auraient été suivies d'une mutilation grave, de la perte d'un membre ou d'une maladie qui aurait duré plus de 40 jours; dans le premier cas l'auteur des blessures ne sera passible que d'un emprisonnement de 3 mois à 18 mois, et d'une amende de 300 à 1500 fr.; dans le second cas la peine sera de 6 mois à 2 ans d'emprisonnement, et de 500 à 2500 fr. d'amende; enfin dans le dernier cas où la loi doit être plus sévère en raison de la gravité des résultats, la peine pourra être élevée d'un an à 5 ans d'emprisonnement et de 1000 à 5000 francs d'amende.

Pour ces deux derniers cas, c'est-à-dire pour ceux où des blessures graves auront été infligées en duel, votre Commission a ajouté une peine accessoire, celle de la privation temporaire des emplois, traitemens et pensions civils ou militaires, et du droit de porter des décorations, et l'interdiction de tout ou partie des droits civiques, civils et de famille, énoncés en l'art. 42 du Code pénal, le tout pendant un tems au moins égal à celui de la durée de l'emprisonnement auquel le coupable aura été condamné, et qui prendra cours du jour où il aura subi sa peine; toutefois cette interdiction ne sera obligatoire que lorsque le duel aura été suivi de mort; elle restera facultative, lorsqu'il n'en sera résulté que des blessures graves, et les tribunaux pourront se dispenser de l'appliquer quand il leur paraîtra que des circonstances atténuantes s'élevaient en faveur de l'accusé.

Je ne sais, Messieurs, si nous nous faisons illusion, mais nous avons compté beaucoup sur l'effet préventif de ce genre de pénalités, et surtout de la privation temporaire des emplois, traitemens et pensions civils et militaires; le duelliste qui expose sa vie pour satisfaire sa vengeance ou pour sacrifier à un faux point d'honneur, ne craindra pas la mort qu'il affronte dans le combat; il ne craindra pas davantage une peine infamante, confiant dans la force du préjugé qui se refuse à vouer à l'ignominie celui qui n'a été égaré que par l'exagération du sentiment même de l'honneur; mais il ne pourra souvent supporter l'idée d'être privé de ses droits de cité et de famille, et surtout de perdre son emploi, son traitement ou sa pension; il reculera effrayé devant la perspective

de plonger dans la misère une épouse ou des enfans chéris, et d'aussi justes motifs lui inspireront le courage de mépriser la provocation et de refuser le défi.

Notre opinion à cet égard se trouve appuyée sur les autorités les plus importantes; nous invoquerons entr'autres celle de M. Dupin, aîné, président de la Chambre des Députés de France qui, dans la séance du 13 juin 1835 et à propos d'une pétition par laquelle on réclamait des dispositions pénales contre le duel, a prononcé un énergique et éloquent discours sur cette horrible manie qui fait annuellement tant de victimes. « La législation, a-t-il dit, a été im- » puissante contre le duel, parce que l'on a cherché sa répression dans ce que le » duelliste redoute le moins, dans la peine de mort; menacer le duelliste de la » peine de mort, c'est le menacer de ce dont il n'a pas peur; si, au contraire, » on avait cherché des répressions morales qui missent en péril non pas la vie » mais l'honneur et la considération, alors placé entre un préjugé et un résultat » très réel et très grave, le duelliste se serait peut-être arrêté. S'il avait à re- » douter par exemple la peine de la déchéance de tous les droits civils, l'homme » auquel on proposerait un duel aurait peut-être un motif honorable de le re- » fuser. »

M. Pasquier, dans le rapport qu'il fit à la Chambre des Pairs de France, le 5 mars 1829, sur le projet de loi relatif au duel présenté par le Garde des Sceaux, a cité un fait bien décisif en faveur de ce système de répression morale : « La » fureur des duels, a-t-il dit, régnait à la Louisiane plus qu'en aucune autre » partie des Etats américains : elle y avait été apportée par les fondateurs de la » colonie, s'y était maintenue et allait toujours croissant, malgré la rigueur » des lois françaises qui le menaçaient toujours et ne l'atteignaient que rare- » ment; elle paraît s'être presque éteinte en présence d'une loi nouvelle, qui » déclare incapable de toute fonction civile, de tout emploi militaire, l'indi- » vidu convaincu de duel. »

Nous ajouterons que chez la plupart des nations modernes civilisées, qui ont cru devoir se relâcher ensuite de la sévérité des anciennes lois répressives du duel, ce genre de pénalité a été généralement adopté et considéré comme le plus efficace pour diminuer le nombre des combats singuliers. Votre Commission n'a pas pensé cependant que dans aucun cas ces peines pussent être perpétuelles; et même, lorsqu'elles devront nécessairement être prononcées, le juge aura une grande latitude pour en tempérer la rigueur suivant les circonstances.

L'article 8 du projet prévoit le cas où le duelliste aura donné la mort à son adversaire ou lui aura infligé des blessures graves qui auront occasionné la mort. Alors, sans doute, la loi plus sévère doit élever la peine dans la proportion de la gravité du résultat, et le juge pourra prononcer contre le coupable un emprisonnement de 2 à 10 ans et une amende de 2 à 10,000 francs, sans préjudice à l'application obligatoire, mais toujours temporaire, des pénalités dont nous venons de parler.

Toutefois un membre de votre Commission aurait désiré que la durée de ces pénalités pût être indéfiniment réduite suivant l'arbitrage des tribunaux; mais la majorité a pensé que dans un cas aussi grave, il fallait se mettre quelque peu en garde contre la faiblesse du juge et ne pas lui laisser la faculté absolue de paralyser les effets de la loi, en négligeant de faire usage d'une disposition qu'elle a considérée comme sa principale sanction. Le même membre a pensé aussi que dans aucun des cas prévus par les articles 6, 7 et 8, il ne convenait pas de priver, même temporairement, le duelliste du droit de porter des décorations. La majorité de votre Commission a cru néanmoins devoir maintenir cette pénalité qu'elle a considérée comme la conséquence naturelle de la suspension temporaire des emplois et fonctions civils ou militaires, à l'occasion desquels ces sortes de distinctions honorifiques sont ordinairement conférées.

Ainsi que vous le voyez, Messieurs, le juge aura donc ici encore une grande

latitude pour proportionner les peines suivant la criminalité de l'acte ; mais il est un cas pour lequel la loi doit réserver toute sa sévérité, c'est celui du duelliste qui aura tué son adversaire dans un duel à outrance, c'est-à-dire, dans un duel dont les conditions auront été telles que la mort de l'un des combattans devait nécessairement ou très probablement s'ensuivre ; alors le maximum des peines qui viennent d'être établies contre le duel suivi de mort, devra nécessairement être prononcé, aucune porte ne peut plus être ouverte à l'indulgence, puisqu'on ne peut plus invoquer ici ni l'excuse de l'opinion publique, ni le préjugé du faux point d'honneur ; et quoique ces duels assassins soient aujourd'hui extrêmement rares, il importe de les extirper entièrement de nos mœurs, et d'empêcher que la cruelle manie qui en est presque éteinte ne tente de s'y reproduire encore.

Mais il est un cas pour lequel la loi doit être plus sévère encore, c'est celle du duel sans témoins, car alors personne n'est là pour modérer l'acharnement du combat, pour imprimer à la lutte une marche régulière, et pour en hâter la conclusion ; alors rien ne garantit que tout s'est passé loyalement, régulièrement, et lorsque la mort s'est ensuivie, rien n'atteste que le vaincu n'a pas succombé sous les coups d'un meurtrier perfide qui n'a provoqué son ennemi que pour mieux l'attirer dans le piège que lui avait préparé sa vengeance. Votre Commission a douté même s'il ne fallait pas dans ce cas abandonner le duelliste à toute la rigueur des lois pénales ordinaires, mais elle a réfléchi ensuite qu'il ne serait pas impossible qu'un duel sans témoins entre gens d'honneur se fût passé régulièrement et avec loyauté, et qu'il serait injuste d'établir dans tous les cas une présomption légale de déloyauté qui rangerait le coupable dans la classe des meurtriers ou des assassins ordinaires ; elle a donc pensé qu'il fallait laisser au jury l'appréciation du fait, mais que même alors qu'il n'y aurait point de preuve particulière de déloyauté ou de perfidie, la rigueur de la loi devait être aggravée par cette seule circonstance que le duel a eu lieu sans témoins ; elle vous propose donc, par l'article 10 du projet, d'appliquer à ceux qui se seront battus sans témoins, le double du maximum des peines qu'ils auront respectivement encourues suivant les résultats du duel, et de déclarer que ce sera aux prévenus qui voudront profiter du bénéfice des dispositions moins rigoureuses de la loi, à prouver que la rencontre a eu lieu en présence de témoins avec désignation de l'époque et du lieu. Cette disposition a paru nécessaire pour prévenir les conséquences qui résulteraient du silence obstiné des témoins ou de l'opiniâtreté des combattans à ne point les désigner.

L'article 11 du projet statue que les blessures reçues en duel ne pourront être invoquées par les combattans pour écarter l'application de la peine qu'ils auront respectivement encourue ; il serait absurde, par exemple, que celui qui aura donné la mort à son adversaire, prétendît s'excuser sur ce que celui-ci l'aurait blessé avant d'avoir été frappé ; cependant, le jury pourra avoir égard à ce fait pour la déclaration des circonstances atténuantes, et le juge pourra toujours le prendre en considération pour modérer la peine, s'il y a lieu, dans les limites qui lui sont assignées par la loi.

Ici, Messieurs, une dernière question mais bien grave, bien importante se présentait à résoudre, c'est celle de savoir si les témoins du duel doivent être punis, et, en cas d'affirmative, quelles sont les peines qui peuvent leur être appliquées.

Si la loi projetée gardait le silence à cet égard, la conséquence qu'il faudrait rationnellement en induire d'après les principes de notre droit criminel, c'est que la même peine devrait être appliquée aux témoins du duel qu'aux duellistes eux-mêmes. En effet, on ne pourrait s'empêcher de considérer comme complices dans le sens de l'article 60 du Code pénal, des hommes qui coopèrent au délit, qui fixent les conditions d'un combat que la loi répute criminel, qui procurent ou préparent les armes et les mettent aux mains des combattans.

Cependant l'opinion se révolterait si on appliquait rigoureusement aux té-

moins les peines de la complicité, et il serait à craindre que le jury et les tribunaux ne reculassent devant l'exécution de la loi ; il est donc nécessaire de modifier à leur égard les dispositions du code pénal, et de distinguer entre la complicité ordinaire et la coopération des témoins qui viennent presque toujours porter aux deux ennemis des paroles de réconciliation et de paix et dont la présence, alors que leurs efforts ont été inutiles, est nécessaire encore pour tempérer leur vengeance et modérer l'ardeur du combat.

Votre Commission a donc réduit, par l'art. 12 du projet, la complicité ordinaire en matière de duel aux seuls cas déjà déterminés par l'art. 60 du code pénal, où on aura provoqué à le commettre par promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables. Dans tous ces cas, les coupables subiront toutes les conséquences légales de leur complicité.

Mais dans les autres cas et à l'égard des témoins du duel, leur simple coopération, d'après les règles et les usages ordinaires, est-elle punissable ; c'est là, comme nous l'avons dit, une des questions les plus délicates que puisse offrir cette matière et nous l'avons examinée avec une consciencieuse attention.

D'abord il nous a paru évident que les témoins du duel ne devaient être punis d'aucune peine, lorsque le duel quoique suivi d'un commencement d'exécution n'avait eu aucun résultat funeste ; il importe, en effet, d'intéresser les témoins jusqu'au dernier moment à employer tous leurs efforts pour prévenir les conséquences sanglantes du combat. Mais lorsque la mort ou des blessures ont été le résultat du duel, nous avons pensé que ce serait méconnaître les principes du droit criminel que d'innocenter la coopération à un acte que la loi réprime et qu'elle punit de peines plus ou moins sévères ; nous avons donc adopté un terme moyen entre l'impunité absolue de cette coopération et la trop grande rigueur des peines de la complicité en déclarant que les témoins seraient punis de peines dont le minimum et le maximum ne pourraient dépasser la moitié de celles prononcées respectivement contre les combattans par les diverses dispositions du projet.

Toutefois un membre de votre Commission aurait voulu que les témoins ne pussent être punis dans aucun cas que de la peine prononcée contre la provocation, quel qu'ait pu être le résultat du duel ; mais la majorité a pensé que dès que l'on reconnaissait que les témoins étaient punissables, il fallait, pour être conséquent avec le système de la loi entière, que les peines qui leur seront appliquées fussent graduées, ainsi que celles prononcées contre les duellistes, en raison de la gravité des conséquences du délit.

On objectera contre ce système qu'il y a quelque contradiction, quelque bizarrerie à punir les témoins du duel, alors que l'on fait de leur assistance l'une des conditions essentielles du combat et que l'on punit le duel sans témoins de peines très rigoureuses, et qui équivalent à peu près à celles que la loi prononce contre le meurtrier.

Cette objection peut paraître spécieuse, mais elle n'a rien de solide. Si le législateur doit s'armer de la plus grande sévérité contre le duel sans témoins, c'est parce qu'il importe d'empêcher tout-à-fait cette espèce de combat qui n'a pas même en sa faveur l'excuse du préjugé et du faux point d'honneur, qui ne présente aucune garantie de loyauté dans l'exécution et qui laisse trop de chances ouvertes à la lâcheté et à la perfidie ; si d'un autre côté la présence des témoins forme l'une des conditions indispensables du duel, c'est parce qu'alors il y a preuve que tout a été régulier, spontané, solennel, et ce sont ces caractères qui font du duel un acte à part et qui ne permettent pas de confondre le duelliste avec le meurtrier ou l'assassin ; la présence des témoins est donc considérée comme une circonstance atténuante du fait, comme un motif pour le législateur d'adoucir la rigueur des lois ordinaires, mais ce serait un véritable abus de raisonnement que de conclure de ce motif d'atténuation du délit principal à l'impunité absolue des témoins qui y ont coopéré.

N'est-il pas à craindre, dira-t-on encore, que les duels sans témoins se multiplient par la difficulté de trouver des hommes qui veuillent affronter les chances d'une procédure criminelle et s'exposer aux peines prononcées par la loi ; et l'impossibilité où l'on se trouvera d'obtenir réparation d'une injure par la voie du duel, ne provoquera-t-elle pas à des actes de vengeance particulière que ce mode de satisfaction pouvait seul prévenir efficacement ?

Votre Commission, Messieurs, a pesé ces objections et ne les a pas trouvées fondées, elle a pensé au contraire que l'obstacle que les duellistes rencontreraient pour se procurer des témoins ferait avorter un grand nombre de querelles particulières et préviendrait beaucoup de combats ; les témoins n'interviendront plus que pour concilier les parties ; obligés de se borner au rôle de médiateurs pour ne pas s'exposer à porter la peine de leur périlleuse complaisance, ils perdront, comme on l'a dit, cette ardeur malheureusement trop commune à aiguïser la colère, sous prétexte que l'honneur exige du sang ; ils essaieront de calmer par de sages lenteurs la fureur des deux adversaires, et lorsque leurs efforts seront impuissans, ils pourront se retirer honorablement et auront un motif légitime pour refuser à l'amitié une assistance qui peut attirer sur leur tête des condamnations plus ou moins sévères ; l'embarras de trouver des témoins, la crainte de compromettre ses amis seront même pour beaucoup d'hommes d'honneur un juste motif de refuser un combat devenu impossible, car jamais, et quelle que puisse être pendant longtemps encore la puissance du préjugé, le refus de se battre sans témoins ne sera considéré comme déshonorant, puisqu'il est impossible au vainqueur, dans ce genre de combat, de prouver sa loyauté, et d'échapper au soupçon d'assassinat, lorsque la mort immédiate de son adversaire le prive de la justification qu'il aurait pu attendre de lui.

Nous dirons plus, c'est qu'il y aura en quelque sorte lâcheté à requérir l'assistance d'un ami, à abuser de son dévouement, à l'exposer à la prison, à l'amende, à la déconsidération qui s'attache toujours à ceux qui ont subi des condamnations pénales, et tout cela pour une querelle qui lui est étrangère. Cette considération est de nature à toucher bien des hommes honorables et à balancer dans leur esprit l'influence du préjugé et du faux point d'honneur.

Nous pourrions à ce sujet rappeler un fait historique, qui n'est pas ici sans quelque analogie. A l'époque où Louis XIV publia contre le duel ses édits si rigoureux, existait l'usage barbare et meurtrier d'appeler des seconds en plus ou moins grand nombre pour prendre part aux duels, ce qui multipliait les résultats sanglans des combats singuliers en établissant entre des amis une absurde solidarité d'outrages et de vengeance. Louis XIV fit cesser cet usage d'un seul mot : dans le préambule de l'édit de 1679 il qualifia cette coutume de *lâcheté artificieuse, qui fait rechercher à ceux qui sentent leur faiblesse la sûreté dont ils ont besoin, dans l'adresse et le courage d'autrui*. Cette seule interpellation faite à l'honneur des Français, fit tomber de suite cet usage en désuétude, et quoique cet édit restât impuissant contre le duel, les seconds furent dès lors remplacés par des témoins qui parviennent souvent comme médiateurs à mettre fin à une foule de querelles ; pourquoi ne pourrions nous pas espérer à notre tour, sous l'influence de notre civilisation plus avancée, de prévenir le duel lui-même ou de le rendre au moins bien moins fréquent par la considération de la lâcheté dont sera toujours entachée la conduite de celui qui, pour venger sa propre injure, aura compromis un ami.

L'art. 13 du projet statue que le maximum des peines devra toujours être appliqué en cas de récidive, et laisse même aux tribunaux la faculté d'élever jusqu'au double, dans ce cas, le maximum de l'emprisonnement et de l'amende. Nous avons cru devoir appliquer ainsi aux faits de duel, les dispositions des articles 57 et 58 du Code pénal. Celui qui, après avoir subi une première condamnation, s'expose à en subir une seconde, peut être considéré à juste titre

comme un querelleur ou un spadassin incorrigible, et mérite d'être traité avec plus de sévérité.

Il restait à déterminer encore devant quelle juridiction seraient portées les poursuites pour faits de duel prévus par la loi ; votre Commission a pensé que dans tous les cas déterminés par les articles 2, 3, 4 et 5, c'est-à-dire, lorsqu'il ne s'agira que de la provocation, des injures ou outrages qui y auraient donné lieu, ou bien lorsque le duel n'aura eu aucun résultat funeste, ou n'aura occasionné que des blessures simples, les tribunaux correctionnels devaient seuls être saisis de ces affaires qui sont par elles-mêmes peu importantes et ne donnent lieu qu'à l'application de peines assez légères ; mais lorsque des blessures graves ou la mort auront été le résultat du duel, alors il convient, conformément aux principes du Code pénal, de faire rentrer ces sortes d'affaires dans la compétence des Cours d'assises et de les soumettre au jury. Le jugement du jury, suivant notre fiction constitutionnelle, est celui du pays ; c'est donc à lui qu'il importait de soumettre dans ces cas plus graves, l'appréciation d'un délit qui a principalement sa source dans un odieux préjugé et dans l'égarement de l'opinion publique.

Cependant, Messieurs, quelque légères que soient généralement les peines que nous avons proposées, quelque latitude que nous ayons accordée au juge pour en tempérer encore la rigueur, nous avons prévu que des circonstances se présenteraient quelquefois encore dans lesquelles les tribunaux pourraient désirer d'être autorisés à redoubler d'indulgence pour ne pas heurter trop brusquement l'opinion publique. Nous avons donc établi par l'article 15, la faculté de déclarer l'existence des circonstances atténuantes, qui pourraient être reconnues en faveur des accusés, et, dans ce cas, de réduire les peines respectivement encourues à la moitié du minimum fixé par la loi ; et pour épargner à l'accusé l'impression fâcheuse qui pourrait résulter de la déclaration négative de l'existence de semblables circonstances, nous proposons de dire que le jury sera averti à peine de nullité, par le Président de la Cour, que s'il existe des circonstances atténuantes, il devra en faire la déclaration, de sorte que l'absence de ces circonstances et son influence, quant à la gravité de la peine, résulteront suffisamment du silence, soit du verdict du jury, soit du jugement des tribunaux correctionnels.

Quant aux dommages-intérêts qui pourront être dus aux parties lésées, nous avons cru qu'il fallait rester à cet égard dans les termes de la législation existante ; mais pour éviter que les tribunaux ne se laissent aller quelquefois à une excessive indulgence, nous avons cru devoir établir une disposition suivant laquelle les réparations civiles, lorsque la partie qui les réclamera, sera reconnue y avoir des droits, ne pourront être inférieures aux amendes auxquelles les coupables auront été condamnés. Il ne serait pas juste, en effet, que l'amende prononcée au profit du Trésor de l'Etat à l'occasion d'un délit, pût jamais être supérieure à l'évaluation du dommage dû à celui qui en a été la victime. Telle est la disposition de l'art. 16 du Projet.

Par l'article 17, nous avons établi la solidarité des condamnations pécuniaires entre ceux qui seront condamnés pour le même fait de duel, conformément à l'art. 55 du code pénal, mais nous avons cru ne pouvoir étendre cette solidarité aux témoins que dans un seul cas, celui du duel à outrance, parce qu'alors la loi doit sévir sévèrement contre eux, pour ne s'y être pas opposés ; dans tous les autres cas, cette solidarité ne sera que facultative et le juge la prononcera seulement contre les témoins qui, par leur conduite peu conciliante ou peu loyale, auraient mérité d'être traités avec plus de sévérité.

Cependant un membre de votre Commission a combattu la disposition du deuxième paragraphe de l'art. 17, et il aurait désiré que, dans aucun cas, la solidarité des condamnations pécuniaires ne pût s'appliquer aux témoins.

Votre Commission devait prévoir encore que, pour se soustraire à l'applica-

tion de la loi, les Belges qui voudraient se battre en duel, se rendraient en pays étranger et surtout au-delà de la frontière française, la législation de ce pays n'ayant jusqu'ici aucune disposition répressive de ce genre de délit; si la loi que nous vous proposons restait muette à cet égard, il faudrait en conclure que les duels qui auraient eu lieu en pays étranger resteraient impunis, puisque d'un côté l'article 7 du code d'instruction criminelle ne s'applique qu'*aux crimes* commis par un Belge contre un Belge, hors du territoire du royaume, et le duel est ici envisagé comme *délit* et puni seulement de peines correctionnelles; d'un autre côté la poursuite des crimes commis par un Belge contre un Belge à l'étranger ne peut avoir lieu d'office, mais seulement sur la plainte de la partie lésée, et il serait à craindre que dans les cas de duel cette plainte ne fût formée que très-rarement. Votre Commission, pour obvier à ces inconvénients, a donc statué par l'article 18 du Projet, que les Belges qui se seraient battus en duel contre des Belges hors du territoire du royaume, seraient, ainsi que leurs témoins Belges, poursuivis et jugés d'office à leur rentrée dans le royaume, conformément aux dispositions de la loi, sans qu'il soit besoin d'aucune plainte des parties lésées, et sauf le cas seulement où ils auraient été précédemment jugés pour ce même fait en pays étranger.

Enfin l'art. 19 et final du projet de loi, statue que toutes ses dispositions seront applicables aux belges militaires, ainsi qu'aux étrangers au service militaire belge. Cette disposition n'a pas besoin de justification : il est évident que le duel étant reconnu criminel et déclaré punissable, la loi devait être générale pour toutes les classes de citoyens, et qu'il ne peut exister à cet égard ni distinction ni privilège, seulement les militaires resteront soumis à la juridiction des conseils de guerre et de la haute cour militaire, conformément aux lois existantes, et ces tribunaux leur appliqueront la loi, comme les tribunaux correctionnels, et les cours d'assises en feront l'application à tous les autres citoyens.

Nous voici, Messieurs, parvenus au terme de la tâche qui nous était imposée, et en réclamant votre indulgence pour les imperfections du travail que nous livrons à vos méditations, nous devons arrêter vos regards sur une dernière considération.

La loi que nous venons vous proposer de sanctionner par vos suffrages, sera-t-elle efficace, sera-t-elle utile et salutaire, préservera-t-elle notre civilisation de cette manie sanglante du duel, qui, comme l'a dit un éloquent orateur, n'est qu'un reste d'une barbarie qui n'est plus ? nous l'espérons, Messieurs, mais ce n'est pas sans hésitation que nous osons nous en flatter encore. Notre loi ne fera pas, sans doute, disparaître subitement tous les duels, et il y en aura toujours au mépris de ses dispositions; mais elle aura fait beaucoup si elle parvient à en diminuer le nombre; le devoir du législateur est d'agir sagement et lentement sur l'opinion publique, et de la diriger dans les voies de la moralité; jamais peut-être cette opinion n'a-t-elle été plus disposée qu'à cette époque à recevoir l'influence d'une sage législation sur cette matière, et c'est, comme l'a observé le savant Mittermayer, un signe de progrès dans la civilisation que l'énergie toujours croissante avec laquelle les mœurs condamnent le duel, car il est vrai de dire que l'on s'éloigne aujourd'hui, avec un sentiment pénible, de celui dont la main s'est trempée dans le sang d'un homme, même alors qu'il l'a tué dans un duel régulier et loyal.

Nous pouvons donc tout espérer, tout attendre de l'action du tems et des mœurs, secondée par une législation prudente, qui ne soit ni trop rigoureuse ni trop relâchée. Mais il existe bien d'autres moyens encore de diminuer l'intensité du fléau qui décime et désole nos familles, nous pouvons en trouver dans la sagesse de nos institutions, dans la rapide influence de la presse, dans l'influence moins prompte mais plus sûre encore d'une éducation morale et chrétienne. Faisons donc un appel à tous les pères de famille, aux instituteurs,

(20)

aux moralistes, aux écrivains, à tous les hommes éclairés de notre époque, pour qu'ils viennent nous prêter leur utile concours, et partager avec nous le prix de nos efforts ; ce prix est fait pour tenter tous les cœurs généreux, puisqu'il consistera dans l'estime et la reconnaissance de ceux qui savent apprécier les services rendus à l'humanité.

DE HAUSSY , Rapporteur. (*)

(*) La Commission est composée de MM. le Comte H. De Mérode, Comte De Looz, De Rouillé, De Conninck et De Haussy, Rapporteur.

PROJET DE LOI SUR LE DUEL.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A tous présens et à venir, SALUT :

Nous avons, de commun accord avec les Chambres, arrêté et arrêtons :

Article Premier.

Est qualifié duel, un combat régulier entre deux ou plusieurs personnes en présence de témoins, avec des armes meurtrières, et précédé d'une convention qui en règle le lieu, l'époque et le mode.

Sont réputés témoins du duel ceux qui sont appelés ou choisis par les parties pour régler les conditions du combat et veiller à leur exécution.

Art. 2.

Le cartel ou la simple provocation au duel sera puni d'un emprisonnement de 1 à 3 mois, et d'une amende de 100 à 500 francs.

Art. 3.

La même peine pourra être appliquée à celui qui, par une conduite injurieuse ou outrageante, aurait donné lieu à la provocation.

Seront punissables de la même peine ceux qui, à propos du refus d'une personne de se battre, l'auront injuriée ou auront décrié publiquement sa conduite.

Art. 4.

Lorsque le duel aura reçu un commencement d'exécution, c'est-à-dire, lorsque les combattans ou l'un d'eux auront fait usage de leurs armes, sans qu'il en soit résulté ni homicide ni blessures, ils seront punis de deux mois à un an d'emprisonnement, et de deux cents à mille francs d'amende.

Art. 5.

Lorsqu'il ne sera résulté du duel que des blessures simples ou légères, celui qui les aura faites sera puni de 3 à 18 mois d'emprisonnement et de 300 à 1,500 francs d'amende.

Art. 6.

Lorsque les blessures infligées en duel auront occasioné une maladie ou incapacité de travail personnel de plus de 20 jours, l'auteur de ces blessures sera puni de 6 mois à 2 ans d'emprisonnement et de 500 à 2,500 francs d'amende.

Le coupable encourra en outre la perte de ses emplois, traitemens et pensions civils ou militaires, du droit de porter des décorations, et il pourra être interdit de tout ou partie des droits civiques, civils et de famille, énoncés en l'article 42 du Code pénal, le tout pendant un temps égal au moins à celui de l'emprisonnement auquel il aura été condamné. Ce temps courra à compter du jour où le coupable aura subi sa peine.

Art. 7.

Lorsque le duel aura été suivi de mutilation grave, perte d'un membre ou d'une maladie qui aura duré plus de 40 jours, le coupable sera puni d'un à 5 ans d'emprisonnement, et de 1,000 à 5,000 francs d'amende; il encourra en

outre la privation de ses emplois, traitemens et pensions civils ou militaires, du droit de porter des décorations, et il pourra être interdit de tout ou partie de ses droits civiques, civils et de famille, le tout pendant le même temps au moins que celui fixé par l'article précédent.

Art. 8.

Quiconque, en se battant en duel, aura donné la mort à son adversaire, ou lui aura fait des blessures graves qui auront occasioné la mort, sera puni d'un emprisonnement de 2 à 10 ans, et d'une amende de 2,000 à 10,000 francs; il encourra en outre la privation de tous traitemens, emplois et pensions civils et militaires, du droit de porter des décorations, et il sera interdit des droits civiques, civils et de famille, désignés dans l'article 42 du Code pénal, le tout pendant un tems qui ne pourra être moindre de celui de la durée de l'emprisonnement auquel il aura été condamné, et qui pourra être prolongé jusqu'au double de la durée de cet emprisonnement; ce tems courra à compter du jour où le coupable aura subi sa peine.

Art. 9.

Le maximum des peines ci-dessus sera toujours appliqué à celui qui aura donné la mort à son adversaire dans un duel à outrance.

Est réputé duel à outrance celui qui aura eu lieu sous des conditions telles que la mort de l'un des combattans devait nécessairement ou très-probablement s'ensuivre.

Art. 10.

Lorsque le duel aura eu lieu sans témoins, les peines prononcées respectivement par les articles précédens seront élevées au double du maximum, suivant le résultat du combat, et ne pourront jamais être réduites.

Les prévenus ne pourront se soustraire à l'application de la disposition qui précède, qu'en prouvant que la rencontre a eu lieu en présence de témoins, avec désignation du lieu et de l'époque.

Celui qui, dans un duel, sans témoins ou en présence de témoins, aura donné la mort à son adversaire, ou lui aura infligé des blessures avec perfidie et déloyauté, restera passible des peines prononcées par le Code pénal, et ne pourra invoquer les dispositions de la présente loi.

Art. 11.

Les blessures reçues en duel ne pourront être invoquées par les combattans pour écarter l'application de la peine qu'ils auraient encourue respectivement, sauf au jury à y avoir égard, s'il y a lieu, pour la déclaration des circonstances atténuantes et aux juges à les prendre en considération pour l'application de la peine.

Art. 12.

Les témoins ne seront réputés complices du duel que dans le cas où par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables, ils auraient provoqué à le commettre.

Dans tous les autres cas les témoins seront punis de peines dont le minimum et le maximum ne pourront dépasser la moitié de celles prononcées respectivement contre les combattans par les dispositions qui précèdent.

Cependant aucune peine ne pourra être prononcée contre les témoins lorsque le duel, quoiqu'ayant eu un commencement d'exécution, n'aura pas été suivi de la mort de l'un des combattans, ou lorsqu'il n'en sera pas résulté de blessures.

Dans aucun cas la peine de la privation des fonctions, traitemens, pensions civils ou militaires, du droit de porter des décorations, des droits civiques, civils et de famille, ne pourra être prononcée contre les témoins.

Art. 13.

En cas de récidive le maximum des peines encourues devra toujours être appliqué, et cette peine pourra même être élevée jusqu'au double, quant à l'emprisonnement et à l'amende.

Art. 14.

Dans les cas déterminés par les articles 2, 3, 4 et 5 de la présente loi, la poursuite aura lieu devant les tribunaux correctionnels.

Dans tous les autres cas l'affaire sera portée devant les cours d'assises, et soumise au jury.

Art. 15.

Dans toutes les poursuites qui auront lieu pour faits de duel, il sera permis au jury, dans son verdict, et aux juges, dans leur jugement, de déclarer l'existence des circonstances atténuantes, et lorsqu'elle aura été reconnue, les tribunaux pourront réduire toutes les peines à la moitié du minimum fixé par la présente loi.

Pour l'exécution de la disposition qui précède, le président de la cour d'assises, après avoir posé les questions résultant de l'acte d'accusation et des débats, devra, à peine de nullité, avertir verbalement le jury que s'il pense à la majorité de sept voix au moins, qu'il existe, en faveur d'un ou de plusieurs accusés reconnus coupables, des circonstances atténuantes, il devra en faire la déclaration en ces termes : *à la majorité des voix, il y a des circonstances atténuantes en faveur de tel accusé.*

Art. 16.

Le recours en dommages-intérêts contre celui qui aura donné la mort ou fait des blessures en duel, sera toujours ouvert soit devant les Cours d'assises et tribunaux correctionnels, soit devant les tribunaux civils, conformément à la législation existante pour tous autres crimes ou délits.

Les réparations civiles ne pourront jamais être inférieures aux amendes auxquelles les coupables auront été condamnés.

Art. 17.

Ceux qui se seront battus en duel seront tenus solidairement des amendes, des réparations civiles et des frais.

La solidarité s'étendra de droit aux témoins, lorsqu'il s'agira d'un duel à outrance; les tribunaux pourront la prononcer dans tous les autres cas, suivant les circonstances.

Le tout sera recouvrable par la voie de la contrainte par corps.

Art. 18.

Les Belges qui se seront battus en duel contre des Belges hors du territoire du royaume, pourront, à leur retour en Belgique, être poursuivis et jugés conformément à la présente loi, s'ils n'ont pas été jugés pour ce fait en pays étranger.

La poursuite aura lieu d'office, et sans qu'il soit nécessaire d'aucune plainte des parties lésées.

Il en sera de même des témoins Belges qui auront assisté au duel qui aurait eu lieu entre des Belges hors du territoire du royaume.

Art. 19.

Les dispositions de la présente loi seront applicables aux Belges militaires ainsi qu'aux étrangers au service militaire de Belgique.

Mandons et ordonnons.

DOKUMENTEN K.v.V. - DOCUMENTS C.d.R.

Senaat - Sénat

1836 - 1837

Nr. 1 - 66